

Impacts de la crise sanitaire due au Corona virus sur l'économie mondiale et nationale

Impacts of the health crisis due to the Corona virus on the global and national economy

BERROUCHE Zineddine

Université de Setif1, Algérie

z.berrouche@univ-setif.dz

MAHDAOUI Hamoudi

Université de Setif1, Algérie

h.mahdaoui@univ-setif.dz

Date de soumission : 30/05/2020

Date d'acceptance : 30/08/2020

Date de publication : 30/09/2020

Résumé :

Ce papier se veut une étude sur les impacts économiques de la crise sanitaire due au COVID-19 sur l'économie mondiale et nationale. Cette crise qui s'est vite transformée en pandémie frappe l'économie mondiale de plein fouet obligeant toutes les sociétés au confinement. Ce confinement est une mesure nécessaire en plus des règles d'hygiène et de distanciation sociale afin d'endiguer l'épidémie.

Les mesures prises dans ce sens par les états ont conduit à l'arrêt brutal de l'activité économique, ce qui a poussé à la fermeture des entreprises et la mise au chômage des millions de travailleurs. Pour faire face à cette situation de fermeture, beaucoup de pays ont pris des mesures sociales et économiques pour atténuer les effets de la crise.

La crise actuelle qui a causé une forte contraction de la croissance, peut-être une opportunité à l'économie pour redémarrer sur de nouvelles bases.

- **Mots-clés :** Covid-19 ; Pandémie ; Crise sanitaire ; Crise économique ; Impacts économiques.
- **Codes de Classification Jel :** E12 ; E22 ; E32 ; F21

الملخص :

هدفت هذه الورقة إلى دراسة الآثار الاقتصادية الناجمة عن الأزمة الصحية لفيروس كورونا-19 على الاقتصاد العالمي والوطني. إن هذه الأزمة التي تحولت بسرعة إلى جائحة تضرب الاقتصاد العالمي في العمق، الأمر الذي أدى إلى الحجر الصحي للسكان الذي يعتبر كإجراء ضروري بالإضافة إلى إجراءات النظافة والتباعد الاجتماعي من أجل القضاء على الوباء.

أدت تلك الإجراءات إلى توقف النشاط الاقتصادي وغلق معظم المؤسسات ودفح العمال للبطالة. وبهذا الصدد، اتخذت العديد من البلدان إجراءات اجتماعية واقتصادية للحد من آثار هذه الأزمة على المواطنين.

على الرغم من تسبب هذه الأزمة في تراجع حاد للنمو، فهي قد تكون فرصة لإقلاع الاقتصاد العالمي والوطني على أسس سليمة.

- **الكلمات المفتاحية :** جائحة كورونا فايروس، أزمة صحية، أزمة اقتصادية، آثار اقتصادية
- **تصنيف JEL :** F21 ; E32 ; E22 ; E12

«Les hommes n'acceptent le
changement que dans la nécessité et ne
voient la nécessité que dans la crise»

Jean MONNET

I-Introduction:

Le monde connaît sa pire crise économique depuis la grande récession de 1929. Mais ce qui inédit dans cette crise c'est qu'elle n'est pas due à des causes économiques, malgré que l'économie mondiale a manifesté ces derniers mois des signes de ralentissement. La forte propagation de la maladie causée par le virus de la corona a été la cause de l'arrêt de l'activité économique en chine puis en Asie et enfin dans le reste du monde.

Nous essayons dans ce papier d'apporter notre contribution. Dans ce sens, nous tenterons de répondre aux questions qui se posent actuellement :

Comment est née cette crise ? Pourquoi la crise sanitaire n'a pas été maîtrisée dès l'apparition du virus ? Et pourquoi les développés n'étaient pas aussi préparés à ce genre d'épidémies sachant que le monde en a connu par le passé des épidémies similaires ? Quels impacts de la crise sanitaire au niveau mondial et national ? Quelles sont les solutions possibles pour la reprise économique après la sortie de cette crise sanitaire ?

II-Genèse de la crise :

Le virus de la corona serait apparu sur un marché aux poissons et animaux sauvages en décembre 2019 à Wuhan, capitale tentaculaire de la province du Hubei, au centre de la Chine. Sa population est estimée à un peu plus de 11 millions d'habitants en 2018 (Wikipedia, s.d.). Le **3 janvier 2020**, un article de la *BBC* est le premier au monde à faire état d'infections en Chine. Il est alors question d'un "*virus mystère*" et de 44 cas de personnes touchées, dont 11 "graves" (Sciences et Avenir, s.d.). Ce coronavirus est une nouvelle souche de l'espèce de coronavirus SARSr-CoV. C'est l'agent pathogène à l'origine d'une pneumonie atypique émergente, la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19). La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) est une maladie infectieuse. La progression de cette maladie a conduit l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à la déclarer urgence de santé publique de portée internationale le 30 janvier 2020, puis pandémie le 11 mars 2020 (Wikipedia, s.d.). Cette crise sanitaire a un coût humain considérable et de plus en plus élevé dans le monde entier. Pour sauver des vies et permettre aux systèmes de soins de faire face à la situation, il a fallu prendre des mesures d'isolement, de confinement et de fermeture généralisée en vue de contenir le virus. Ces dispositions ont affecté pleinement tous les aspects de la vie et plus particulièrement l'activité économique.

III-De la crise sanitaire à la crise économique:

Comparativement aux crises sanitaires précédentes, la pandémie du COVID 19 présente un certain nombre de différences qui font d'elle non seulement une crise d'une ampleur jamais égalée. Mais, au-delà de l'aspect sanitaire, elle est vécue sous plusieurs aspects (sanitaire,

économique, social, humanitaire, psychologique...). Nous focaliserons plus sur ses aspects économiques.

- Une première différence réside dans le fait que cette crise sanitaire s'est vite transformée en crise économique. Certains ne font même pas de différence entre les deux. Il est triste et regrettable de constater le nombre effarant de décès (plus de 260 000 à ce jour), cependant la dimension économique de la crise se révèle dans le **confinement** de plus de la moitié de la population mondiale.

- Une autre particularité de la pandémie est qu'elle est intervenue dans une économie **globalisée** caractérisée par un flux d'échanges de capitaux, de marchandises et surtout de personnes fortement facilité par l'essor très rapide et général des moyens de transport et de communication. Cette dernière mobilité a été un facteur amplifiant pour la progression de la maladie dans tous les recoins de la planète. C'est cet aspect de la mondialisation qui scelle la dimension économique de la crise comme on le verra plus loin.

- D'aucuns comparent l'ampleur de cette crise à celle de 1929 qui était une crise de la demande, cependant la spécificité de cette crise réside dans le fait qu'elle présente un choc à la fois sur **l'offre** et sur la **demande**.

Concernant **l'offre**, il y a lieu de signaler que l'inactivité de centaines voire de milliards de d'employés fait que la machine de production fonctionne au ralenti ou à l'arrêt.

Le choc sur la **demande** a évidemment plusieurs causes qui se cumulent. Les revenus d'une grande partie de la population qui s'évanouissent, les consommations jugées non indispensables sont reportées. C'est le cycle bien connu de la récession.

La cible préférée de cette crise économique est le secteur **tertiaire**. Ce secteur, qui jusque-là installé dans une croissance durable et participant fortement à l'emploi et à la richesse des nations, est le plus vulnérable car les services du point de vue de l'offre sont destinés directement vers des consommateurs finaux dont le contact est physique (hôtels, cafés, restaurants, voyages...), donc à risque, paye très fort la propagation de la maladie. Du point de vue de la demande, le comportement des consommateurs tend à prioriser les consommations de subsistances et reléguer les dépenses en services au dernier plan, auxquelles dépenses on préfère l'épargne (instinct de précaution face à l'incertitude de longévité de la crise).

En revanche, d'autres tirent leur épingle du jeu. Parmi les secteurs d'activité qui résistent le mieux, on trouve l'agriculture, l'agroalimentaire, certaines filières de l'industrie pharmaceutiques et la finance. Certaines branches vont même bénéficier de la crise, notamment le secteur IT avec les nouveaux outils de communication.

La crise sanitaire a des conséquences économiques concrètes autant chez les petites entreprises que les grands groupes

Un troisième élément de diagnostic est le choc de **liquidité**. Sans être une crise financière, la crise actuelle fait beaucoup de mal aux trésoreries des entreprises et des ménages. Il existe donc un véritable risque de faillites en chaîne. Les banques sauront-elles répondre à cette demande de liquidité ? Force est d'admettre que les systèmes financiers des différents pays ont bien appris la leçon de la crise des Subprimes en 2008 et disposent d'importantes réserves de fonds propres, pouvant prendre en main la gestion de la trésorerie des entreprises en leur accordant des prêts directs.

IV-Impacts économiques de la pandémie sur l'économie mondiale:

Évoquer les impacts économiques de la crise sanitaire alors qu'elle bat son plein en ce moment est assez délicat et toute analyse a besoin d'un recul suffisant pour plus de probité.

Néanmoins, il est responsable de se pencher sur les tenants et aboutissants de cette pandémie en temps réel, afin au moins d'établir une veille qui permet d'observer les impacts aussi bien sanitaires qu'économiques et d'en anticiper l'ampleur.

IV.1. A court terme:

L'économie mondiale a été touchée durement dans sa croissance depuis la prolifération du nouveau virus à la couronne. Il est très probable qu'elle connaisse cette année sa pire récession depuis la grande dépression, soit une récession plus grave que celle observée lors de la crise financière mondiale de 2008-2009. L'OMC prévoit une contraction du commerce mondial qui devrait atteindre 32%. Selon un scénario de référence fondé sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre de 2020 et d'un relâchement progressif des efforts d'endiguement, l'économie mondiale devrait croître de 5,8 % en 2021, à mesure que l'activité économique se normalisera, grâce au soutien des pouvoirs publics.

Les mesures prises par les décideurs politiques pour endiguer l'aggravation de la situation a conduit à l'arrêt de l'activité économique et la mise au chômage systématique des millions de travailleurs du fait du confinement. Cette situation de fermeture a engendré dans l'immédiat des pertes économiques considérables, ce qui a poussé différents gouvernements à venir en aide aux entreprises et aux employés afin de réduire un tant soit peu l'impact économique.

L'ampleur qu'a eue cette maladie est sans précédent. Tous les pays ou presque sont touchés, mais les répercussions et les retombées les concernent sans exception. Nous essayons de nous pencher sur les impacts possibles de cette crise sanitaire sur l'économie mondiale :

- La chine, source du déclenchement du coronavirus génère plus de 16% du PIB mondial depuis des décennies, ce qui fait d'elle la deuxième puissance économique mondiale derrière les États-Unis, par ailleurs, elle représente la principale source de la croissance mondiale avec une contribution de plus de 39% en 2019. A cause de la crise sanitaire mondiale, l'OCDE, prévoit que la croissance du PIB chinois tomberait en dessous de 5% en 2020. De ce fait, les pays industrialisés dépendent largement des produits chinois pour leurs industries respectives, ce qui explique pourquoi les fermetures d'usines dans les provinces touchées par le virus ont affecté un si grand nombre d'industries. L'impact sur l'économie mondiale devient donc apparent, car les estimations de croissance de l'économie mondiale sont revues à la baisse pour 2020 et atteindront -2,4% contre 2,9% ;

- La forte contraction de l'économie chinoise et le ralentissement des transports nationaux et internationaux a fortement provoqué des turbulences sur le marché énergétique mondiaux et la chute du tourisme mondial ;

- Le transport aérien, subit quant à lui des pertes pouvant dépasser 100 milliards de Dollars ;

- L'arrêt de l'industrie automobile, des téléphones portables et des appareils électroménagers a frappé de plein fouet le marché du cuivre.

Parmi les divers effets pervers de la crise du Covid-19 sur l'économie à moyen terme, il y a lieu de relever l'effet domino dans la chaîne de production. Si pour le moment l'agriculture

est relativement préservée, elle risque d'être impactée à terme par la pénurie de biens d'équipement, des intrants et de matériels de transports.

IV.2. A long terme

Discuter des impacts de la crise actuelle à long terme n'est jamais chose aisée. Parmi les scénarii développés çà et là, l'ampleur de cette crise marque la fin d'un cycle. Comme celle des années 70 a mis fin aux 30 glorieuses, la crise actuelle est probablement celle qui sonne glas de l'après Keynes c'est-à-dire à une économie de plus en plus libéralisée et mondialisée. Des maintenant on aperçoit des signes de retour à l'Etat providence et une crainte de replis nationalistes déjà visibles avant la crise à travers la montée de l'euro-scepticisme.

Par ailleurs il n'est pas à exclure une nouvelle division internationale du travail synonyme de nouvelle distribution des cartes géostratégiques. Un constat qui n'a échappé à personne est le fait que les pays occidentaux les plus puissants se sont retrouvés dépendants dans leurs approvisionnements notamment de produits sanitaires de l'usine du monde qu'est la Chine.

Ces dépendances ont été interprétées comme des échecs stratégiques par les opposants politiques de ces pays et donneront lieu certainement à des changements de pouvoirs à moyen terme (autre impact de la crise actuelle).

V-Impacts économiques de la pandémie sur l'économie nationale :

V.1. A Court terme :

L'Algérie fait face à un choc provoqué à la fois par une baisse de moitié des prix du pétrole, une crise de santé publique et les conséquences des bouleversements économiques à l'échelle mondiale à la suite de l'épidémie de COVID-19.

L'Algérie, très fortement dépendante des importations, subira les conséquences néfastes de cette crise. Le protectionnisme des pays développés sera réactivé et les pays faibles subiront une inflation importée, avec en plus une réduction de leurs exportations. Ce qui touchera inévitablement à la fois les ménages et les entreprises algériennes.

Les perspectives moroses induites par le Covid-19 ont également contraint l'Algérie, troisième producteur africain de pétrole, à revoir à la baisse ses prévisions de croissance.

Le pays est fortement dépendant des exportations de pétrole et de gaz, qui représentent un peu plus de 50% des recettes de l'Etat. Le 10 mars dernier, le gouvernement s'est réuni en urgence pour faire adopter une loi de finances rectificative.

Le projet de budget 2020 table dorénavant sur un cours moyen de 50 dollars le baril et un déficit de 7 % du Produit Intérieur Brut (PIB), ce qui induit des finances publiques structurellement déficitaires. La crise du Covid-19 pourrait encore aggraver ce déséquilibre, les réserves de changes ayant chuté de façon marquée, passant de 198 milliards de dollars en 2014 à 63,8 milliards en fin d'année 2019 et le début de la crise sanitaire.

Les pays exportateurs de pétrole sont les premiers touchés de par une chute brutale des prix due principalement à l'effritement de la demande mondiale et notamment des pays asiatiques comme la Chine et l'Inde. Le Brent cote aujourd'hui (19 Avril 2020) 28,34 dollars alors qu'il frôlait la barre des 70 dollars en début d'année. Plus que d'autres pays exportateurs, l'Algérie étant un pays quasi mono exportateur se voit ses rentrées en devises se rétrécir, du

coup le financement des importations doit puiser dans les réserves de change ultime bouclier pour affronter la crise de récession.

Autre élément problématique, dans une économie globalisée, l'Algérie étant très dépendante des pays européens ou asiatiques concernant l'importation de produits manufacturés, l'arrêt temporaire de l'activité économique en Europe et en Asie est susceptible d'entraîner des pénuries d'approvisionnement pour certains produits, conduisant inéluctablement à un ralentissement de l'activité économique, même si la crise sanitaire venait localement à être jugulée. Il s'ensuit que l'Algérie pourrait subir une double peine, voyant ses revenus chutés à la fois car le prix du pétrole est bas et car son économie tourne au ralenti.

Autre conséquence est liée à la forte contribution de l'Etat tant sur le plan économique (principal investisseur) et surtout social en supportant un lourd fardeau conséquences d'une politique sociale budgétivore. Les sources de financement de cet effort issues des recettes fiscales pétrolières risquent de devenir insuffisantes à moyen terme.

Sur un autre registre et afin d'étayer notre présente étude, on a trouvé nécessaire de s'appuyer sur les données publiées ce mardi par le Fonds monétaire international (FMI) dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales pour le mois d'avril. Selon ce rapport, le produit intérieur brut réel (PIB) de l'Algérie devrait se contracter de 5,2% durant l'année 2020. Les données du FMI montrent également que les indicateurs de l'Algérie sont au rouge pour les deux années suivantes. L'indice des prix à la consommation devrait ainsi augmenter à 3,5% en 2020 puis à 3,7% en 2021, contre 2% en 2019. La balance courante devrait quant à elle diminuer de 18,3% en 2020 et de 17,1% en 2021. Elle avait diminué de 9,6% en 2019.

Le FMI prévoit également une hausse du taux de chômage en Algérie. Alors qu'il s'est établi à 11,4% en 2019, le taux de chômage devrait grimper à 15,1% cette année avant de descendre légèrement à 13,9% en 2021. Toutefois, à l'issue de cette crise, le FMI prévoit une croissance économique de l'ordre de 6,2% en 2021. La croissance économique de l'Algérie s'était établie à 0,7% en 2019.

Les prévisions actuelles tablent sur une contraction du PIB de 3 %, ce qui correspond à un recul de la consommation et l'investissement privés, ainsi qu'à la chute des investissements publics, qui représentent 44 % de la totalité des investissements. Les mesures visant à endiguer la crise de COVID-19 comme la restriction des déplacements et des rassemblements, auxquelles s'ajoutent les fortes incertitudes économiques, décourageront la consommation et l'investissement privés (Rapport de la Banque Mondiale, 2020).

V.2. A Long terme :

Les conséquences à long terme sur l'économie algérienne doivent être perçues à travers les bouleversements à venir au niveau mondial. Très dépendante des cours du baril du pétrole, l'avenir de l'économie algérienne est déterminé par les cours à moyen et long terme qui eux même sont dépendants d'une multitude facteurs liés principalement aux tendances de l'offre et de la demande.

VI-Solutions en vue au niveau mondial :

« Tout ne sera pas comme avant » : une déclaration tant entendue ces derniers temps présage d'une rupture avec l'avant crise.

Quelles est la profondeur et la durée du choc d'offre ? En rapport au fait que les chaînes soient interrompues.

Les nouvelles provenant de Chine, le pays le plus avancé dans la crise, ne sont pas très rassurantes. La production industrielle s'est littéralement effondrée en février. Les ventes de voitures, indicateur clé, ont plongé de 89% en février. Quant aux usines, elles ne reprennent que timidement et sont paralysées par le nombre de bras.

Jusqu'ici, on anticipait la reprise en V, avec une chute brutale puis une remontée tout aussi brutale. Mais la possibilité d'un U, avec un socle assez long, c'est-à-dire d'un ralentissement plus durable, ne peut pas être écartée. Mais ce n'est pas encore la chose la plus préoccupante.

VI.1. A court terme :

Si on se projette sur une logique de fluctuations économiques, une crise est toujours suivie d'une dépression ou récession qui ne durera pas éternellement et le plus souvent, elle donne lieu à un redémarrage de la croissance et par la suite à une expansion durable est le point de départ d'une reprise préalable à une expansion durable.

Dès maintenant et avant même le déconfinement, commence à surgir un certain nombre de propositions (réflexions) de sortie de crise à court terme. Le diagnostic fait dans les pays développés tend (consiste) à mobiliser l'épargne aussi bien privée que publique (banques centrales au niveau national et Banque Mondiale et FMI au niveau international).

Ainsi, les plans de relance élaborés (doivent être axés sur la mobilisation...) et basés sur la mobilisation des liquidités ciblent à la fois l'offre (soutien de la production) et la demande (allocations aux chômeurs et autres catégories fragilisées par la crise). A l'action monétaire s'ajoute comme c'est le cas pour toute catastrophe naturelle, les soutiens budgétaires.

VI.2. A long terme :

La crise sanitaire du Covid-19 qui a touché tous les pays du monde laissera certainement des traces palpables sur tous les secteurs de la vie et notamment l'économie mondiale dans tous ses aspects. La mondialisation, la libre circulation des biens et des personnes et l'interdépendance des économies ont aidé à la propagation rapide de la maladie et sa transformation en quelques semaines en pandémie, poussant des milliards de personnes au confinement et au chômage forcée. Cette crise a mis à nu même les économies les plus développés, ce qui a ouvert la voie aux hommes politiques et aux brillants économistes à multiplier leurs interventions par médias interposés pour avancer leurs idées concernant le passage à une nouvelle ère. Il ne faudrait surtout pas déduire que l'issue de la crise sera forcément fatale pour le capitalisme, car ce dernier a fait preuve par le passé de fortes capacités d'adaptation et son mode de régulation s'est transformé (BREMONT & GELEDON, 1984, p. 93). Nous essayons d'apporter notre contribution sur le devenir de l'économie mondiale dans les prochaines années :

- Relocalisation : plusieurs dirigeants et experts occidentaux pensent que la délocalisation qui a conduit à la destruction de l'emploi par la fermeture d'usines dans les pays développés surtout les industries de transformation à forte densité de main d'œuvre (CHOSSUDOVSKY, 2000, p. 72) a laissé également ces pays dépendants des composants fabriqués dans leur majorité en Chine et nécessaires au fonctionnement de leurs industries, en plus des produits finis. La relocalisation de certaines productions que ce soit au niveau national ou régional paraît être une

partie de la solution. Mais est-ce possible, à partir du moment où la délocalisation était dictée par la recherche de l'avantage concurrentiel que procurait surtout une main d'œuvre bon marché ;

- Retour des régulations : à l'issue de chaque grande crise revient le mot régulation. Le capitalisme a survécu à toutes les crises économiques. Mais la crise sanitaire actuelle a relancé de nouveau le rôle de l'état ou plutôt « l'économie souveraine ». Dans ce sens la crise apparaît comme un élément de la régulation : elle est la solution momentanée et violente des contradictions existantes (SAMUELSON, 1990, p. 47) ;

- Les pays dont l'économie dépend totalement ou presque des exportations des matières premières doivent profiter de la nouvelle croissance en perspective pour diversifier leurs économies. La croissance prévue de l'après crise va certainement pousser les entreprises industrielles mondiales à accroître leurs demandes en matières premières, ce qui implique l'augmentation des revenus des pays exportateurs ;

- Les pays en voie de développement doivent aussi penser à investir davantage notamment dans les secteurs de la santé publique et de l'éducation en vue d'améliorer les conditions de vies et l'instruction de leurs citoyens. Mais les dépenses doivent être rationnelles et contrôlées comme ce fût le cas en Australie qui l'une des raisons de l'efficacité de son système de santé, l'état use de sa puissance de gros acheteur pour négocier les prix et l'existence des procédures fondées sur les preuves (avantages cliniques importants) (CHOMSKY, 2007 , p. 300).

VII-Solutions en vue au niveau national :

Comme tous les pays qui sont touchés par la crise sanitaire du COVID-19, l'Algérie, doit, elle aussi prendre les mesures nécessaires pour atténuer les effets de la crise dans le court terme et la mise en place d'une stratégie qui vise à l'intégration dans l'économie mondiale par le biais de la diversification dans le long terme.

VII.1.A court terme :

Bien que fortement dépendante de l'économie mondiale, l'Algérie se doit de penser dès à présent à mettre en branle un plan d'action à court terme afin de minimiser les effets économiques et sociaux de la crise. Les premières mesures urgentes ont déjà été décidées par le Conseil des ministres concernant une réduction de 30% des dépenses de fonctionnement de l'état, compression des importations de 41 à 31 milliards de dollars (Rezouali, 2020). A très court terme, les efforts doivent être orientés vers l'éradication de la pandémie ou du moins contenir sa propagation afin de relancer de nouveau la machine économique. Pour ce faire, l'Algérie doit augmenter le nombre de tests, Sachant aussi qu'elle a les moyens de produire les tests, les masques et les kits de respiration localement et en quantités suffisantes. Pour cela un accompagnement financier du secteur pharmaceutique est nécessaire (voici une branche industrielle stratégique à booster).

- Pour soutenir l'offre et la demande et l'améliorer et à l'instar des autres pays, l'Algérie doit injecter les liquidités nécessaires pour non seulement redémarrer l'outil de production (une réduction des impôts est aussi envisageable) mais aussi venir en aide aux particuliers, surtout les plus démunis pour éviter de les faire plonger dans l'extrême pauvreté une forte couche de la société, source de tensions sociales importantes.

Les réserves de change estimées à 62 milliards de dollars (APS, 2020) représentent une manne assez importante, mais il ne faut pas non plus éliminer l'option du recours à l'emprunt international.

- Prendre les mesures adéquates (avantages fiscaux et sociaux) pour sauver les emplois des entreprises afin d'éviter d'aggraver le taux de chômage et d'augmenter la précarité de millions de personnes.

VII.2. A long terme :

La situation financière du pays est extrêmement difficile, surtout au niveau budgétaire. Pour sortir de cette situation, nous tentons d'exposer les solutions possibles suivantes :

- de procéder à une restructuration profonde des finances publiques et de fixer des règles budgétaires rigoureuses, mais sans qu'elles soient au détriment des classes moyennes et pauvres ;
- Evaluation et orientation de l'action de l'Etat dans l'investissement public et les infrastructures (équipements publics, routes...);
- Mise en place d'une banque publique de financement des infrastructures ;
- Stimuler l'investissement par la révision du code d'investissement afin d'attirer le capital étranger ;
- il est primordial de libérer les investissements des privés et commencer à produire pour booster l'économie algérienne avec un tissu industriel des plus denses pour créer de la valeur ajoutée et des postes d'emploi générateurs de richesse et de plus-value (SAYOUD, Quelle politique de relance en Algérie pour l'après-crise du coronavirus ?, 26/04/2020) ;
- Diversification de l'économie : L'Algérie recèle de richesses naturelles importantes. Afin de hisser l'économie nationale au rang des pays émergents, il faudrait absolument se tourner vers les industries de transformations créatrices d'emplois et de valeurs ajoutées telles l'industrie agroalimentaire, mécanique, textile, électronique..., par le biais de la création des zones industrielles clé en main et viabilisées en s'inspirant des expériences de la Turquie, de la Pologne, du Vietnam, de l'Ethiopie et du Rwanda. Ces pays ont connu un franc succès en optant pour cette solution puisqu'exportent maintenant pour des centaines de milliards de dollars par an (SAYOUD, Reporters, 2020).

VIII-Conclusion :

Comme toute crise, la crise sanitaire actuelle outre le fait qu'elle constitue une **menace** aussi bien pour l'économie mondiale que nationale doit être perçue aussi comme une **opportunité** afin d'engager un processus de changement. Le changement étant le passage d'un état à un autre (supposé meilleur), la crise est souvent un signal que le statu quo a atteint ses limites et qu'il est temps de se préparer à basculer dans un état meilleur.

Reste maintenant à définir les voies et moyens de son bon pilotage.

L'Algérie doit se repositionner au plan international ou du moins régional en s'adaptant aux modifications de la géographie économique mondiale ¹ que cette crise sanitaire planétaire est

¹ Certains évoquent un nouvel ordre économique mondial.

susceptible d'entraîner. Une des conséquences les plus importantes de cette crise est cette dépendance exagérée des pays européens vis-à-vis de la chine². Par conséquent l'Algérie pourrait faire valoir un certain nombre d'avantages comparatifs tels que la proximité géographique et de l'importance de sa main d'œuvre disponible ainsi que les faibles coûts de production liés à aux intrants énergétiques et autres matières premières pour développer des activités comme les productions textile, automobile ou pharmaceutique, chose qui rend l'illusion de la diversification de l'économie longtemps psalmodié par les politiques réalistes Pour ce faire, une campagne de marketing territorial international agressive devrait voir le jour afin de placer le pays sur la carte de l'économie mondiale.

La crise sanitaire actuelle qui a obligé toute la planète au confinement ou presque, a donné un coup d'arrêt sans précédent à tous les secteurs de l'activité humaine et a montré à quel point le monde actuel avec tout son progrès diversifié, ses richesses, ses disparités et ses contradictions est vulnérable. Cette « tragédie » si on ose l'appeler ainsi, a donné beaucoup d'idées et aux stratèges et aux penseurs surtout du monde développé sur l'avenir et le devenir des relations internationales. En prenant acte, certains n'hésitent pas d'avancer des alternatives révolutionnaires qui pourraient mettre en cause l'ordre mondial actuel. La Chine profitant de la délocalisation -grâce aux avantages concurrentiels- des industries occidentales est devenu ces dernières décennies la plaque tournante de l'économie mondiale en termes de production et de transactions. L'occident industrialisé voit en cette crise une opportunité pour relocaliser une partie de leurs productions au moins au niveau régional histoire de limiter un tant soit peu la dépendance vis-à-vis de pays de l'empire du levant. Dans cette situation, l'Algérie, en voulant diversifier son économie doit saisir cette opportunité – position géographique aidant- en offrant des avantages attractifs aux investisseurs étrangers. Pour cela, il est impératif d'adapter l'arsenal législatif et juridique en vue d'accroître la confiance des hommes d'affaire et faciliter les formes de partenariat. Les investisseurs nationaux doivent aussi s'ouvrir aux nouvelles méthodes de gestion et aux nouvelles technologies.

-Références:

1. APS. (2020, 04 26). Récupéré sur <http://www.aps.dz>: <http://www.aps.dz/economie/101050-les-reserves-de-change-de-l-algerie-a-62-milliards-de-dollars>; consulté le 26/04/2020
2. BREMON, J., & GELEDON, A. (1984). *Dictionnaire des théories et mécanismes économiques*. Paris: Hatier.
3. CHOMSKY, N. (2007). *Les états manqués*. Paris : Edition Fayard.
4. CHOSSUDOVSKY, M. (2000). *La mondialisation de la pauvreté* . Alger: Les éditions El-Hikma.
5. *Rapport de la Banque Mondiale*. (2020). Consulté le Avril 22, 2020, sur <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-april-2020>

2 Les « bagarres » que se livrent les pays européens pour s'arracher les masques et autres produits de protection en chine est très illustratif de ce sentiment de dépendance qui frôle l'ignominie.

6. Rezouali, A. (2020, 03 23). *Journal Liberté*. Récupéré sur www.liberte-algerie.com: <https://www.liberte-algerie.com/actualite/les-mesures-durgence-du-gouvernement-336406>
7. SAMUELSON, A. (1990). *Les grands courants de la pensée économique*. Alger: OPU.
8. SAYOUD, M. (2020, Février 09). *Reporters*. Récupéré sur <https://www.reporters.dz>: <https://www.reporters.dz/les-zones-industrielles-cles-en-main-alternative-unique-pour-lemergence-economique-de-lalgerie>
9. SAYOUD, M. (26/04/2020). Quelle politique de relance en Algérie pour l'après-crise du coronavirus ? *Le Quotidien d'Oran*.
10. *Sciences et Avenir*. (s.d.). Consulté le Avril 29, 2020, sur <https://www.sciencesetavenir.fr>: https://www.sciencesetavenir.fr/sante/coronavirus-comment-rumeurs-et-theories-du-complot-se-sont-mises-en-place-en-chine-une-chronologie-des-evenements_142502,
11. *Wikipedia*. (s.d.). Consulté le Avril 27, 2020, sur <fr.wikipedia.org>: https://fr.wikipedia.org/wiki/Coronavirus_2_du_syndrome_respiratoire_aigu_s%C3%A9v%C3%A8re
12. *Wikipedia*. (s.d.). Consulté le AVRIL 24, 2020, sur <fr.wikipedia.org>: <https://fr.wikipedia.org/wiki/Wuhan>;